



La coordination régionale du Parti de Gauche Aquitaine Limousin Poitou-Charentes s'est réunie les 16 et 17 mai 2015 afin de réfléchir aux élections régionales en décembre 2015.

La réforme territoriale s'inscrit dans un contexte global d'austérité. Les nouvelles régions, dessinées dans l'objectif de mise en concurrence des territoires, se traduiront par plus d'inégalités, moins de services publics, moins de démocratie. La métropolisation et maintenant le redécoupage des régions éloignent les citoyens des lieux de décisions, de leurs élu-e-s locaux affaiblissant leur capacité d'intervention dans la vie publique. Les moyens publics seront concentrés dans les grandes métropoles aux dépens de zones rurales et périphériques où le manque d'emploi et de services publics se fait durement sentir via la réforme de l'Etat. Nous refusons une région à deux vitesses, où seules les grandes métropoles seraient dotées d'emploi et de ressources publiques. Nous refusons le déclin agricole et industriel de notre région et la concentration des activités économiques.

Ce contexte alarmant appelle une réponse : des régions écosocialistes et anticapitalistes. Des régions qui servent d'appui à la lutte contre l'austérité en développant les services publics comme mode de gestion du bien commun. Des régions qui préfèrent la coopération des territoires plutôt que leur mise en concurrence. Des régions qui soient des collectivités réellement démocratiques au services des besoins concrets des populations sur les sujets qui nous touchent au quotidien comme les lycées, les TER... Des régions, conscientes de la crise climatique, qui s'engagent dans la transition écologique et promeuvent l'agriculture paysanne. Des régions qui créent de véritables projets économiques de long terme pour l'emploi plutôt que de distribuer aveuglément des subventions qui s'évaporent au fur et à mesure des délocalisations. Des régions qui refusent de voir leur économie devenir exclusivement tertiaire. Des régions qui s'engagent dans un aménagement durable du territoire et non dans des Grands Projets Inutiles et Imposés (telles les LGV ou les Center Parcs).

Nous n'oublions pas que ce contexte local s'inscrit dans une logique nationale, celle de la remise en cause de l'égalité de tous les citoyens sur le territoire. C'est pour cela qu'il nous semble aussi important, par delà les enjeux locaux, de réaffirmer la laïcité comme le socle de notre vivre ensemble en réaffirmant la République sociale, celle que Jean Jaurès appelait de ses vœux, comme projet politique.

Dans ce contexte notre responsabilité est de construire une alternative clairement indépendante des politiques menées par le Parti Socialiste aux différents échelons de notre pays. Nous sommes inquiets du boulevard qu'ouvrent ces politiques délétères à la droite et au FN, mais fermement convaincus que la réponse c'est l'engagement citoyen :

Il est possible de porter un programme de rupture qui donne à voir des radicalités concrètes et soit en même temps une étape dans la construction d'une force politique nouvelle de rupture avec le système dominant. Les élections régionales sont un moment de cette construction. Pour nous, avoir des élu-e-s n'est pas une fin en soi mais un moyen. Nous voulons des élu-e-s militant-e-s en mesure d'incarner dans les assemblées cette dynamique nouvelle.

Le Front de Gauche est un point d'appui et le patrimoine de tou-te-s ceux et celles qui ne se résignent pas à l'ordre économique dominant. Nous sommes attaché-e-s à la démarche unitaire qu'il a initiée. Pour être pertinente elle doit pouvoir s'élargir et s'ouvrir. Nous pensons que la construction d'une alternative de gauche à la politique du PS doit marcher sur deux jambes : élargir les dynamiques unitaires mais aussi s'ouvrir à la participation citoyenne et même la susciter. Des initiatives existent, nous devons nous appuyer dessus. Ainsi, les assemblées citoyennes qui se mettent en place sur les territoires, comme à Pau ou en Creuse, des appels citoyens, les démarches de rassemblement du Front de Gauche, d'EELV et de Nouvelle Donne initiées aux départementales sont autant de points positifs. Les camarades du NPA et tous ceux et celles qui s'opposent à la politique du gouvernement y sont bienvenus. L'appel de la Convergence des Services Publics à manifester à Guéret le 13 juin est un point d'appui.

De même nous regardons favorablement l'adresse de la coordination régionale d'Ensemble, ainsi que l'appel de Limousin terre de gauche qui tient son université de printemps le 30 mai 2015.

Nous appelons à la convergence de celles et ceux qui s'opposent à la politique gouvernementale et s'inscrivent dans une alternative de gauche.

Nous appelons à co-construire ensemble cette démarche, à créer des assemblées représentatives des assemblées citoyennes pour que les citoyen-ne-s se saisissent de celle-ci avec les partis engagés. Le but doit être de se doter d'une charte et d'un programme qui définisse les contenus et les engagements mutuels que nous porterons cet objectif de clarté et d'indépendance politique.

Nous sommes disponibles pour participer à cette construction et appelons à la réunion de toutes les forces susceptibles d'y participer.